



## Réponse de la FNCCR à la consultation publique de l'ARCEP relative à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique par l'initiative publique

Le 6 octobre 2015, l'ARCEP a lancé une consultation publique concernant des lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique dont l'objectif est « d'apporter aux collectivités territoriales des éléments précis leur permettant de définir des niveaux tarifaires appropriés et tenant compte des contraintes juridiques issues notamment du droit européen des aides d'État ».

### Synthèse de la réponse de la FNCCR

Cette consultation est l'émanation de la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques. Or c'est au sein de ce même texte que le Parlement a voté le principe de mettre en application des « **zones fibrées** » :

« Art. L. 33-11. - Il est institué un statut de “zone fibrée”, qui peut être obtenu dès lors que l'établissement et l'exploitation d'un réseau en fibre optique ouvert à la mutualisation sont suffisamment avancés pour déclencher des mesures facilitant la transition vers le très haut débit. La demande d'obtention du statut est formulée par l'opérateur chargé de ce réseau ou par la collectivité l'ayant établi au titre de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales. Le ministre chargé des communications électroniques attribue ce statut **après avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.** « Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

**Il est surprenant de constater qu'à aucun moment l'analyse de l'ARCEP fait référence à ce statut de « zone fibrée » qui sans conteste aura un impact sur le modèle de tarification étudié. Il nous semble incontournable que son élaboration se fasse concomitamment à la modélisation des lignes directrices « tarification ».**

L'Autorité impose les différentes composantes financières du modèle tarifaire retenu:

- La partie non-récurrente du co-financement fixé à 500 € par ligne
- Celle du récurrent de 5€/ligne/mois
- Le tarif de location passive de 13 €.

Le calage du co-financement à 500€ est lié aux offres des opérateurs intégrés en zone d'investissements privés. Outre l'impérieuse nécessité de publier le modèle détaillé et justifié de la tarification du co-financement non récurrent des zones privées puisque celui-ci s'impose comme une référence des zones d'investissement public, il semble justifié que l'analyse globale intègre les différences des modèles économiques des opérateurs impliqués, notamment le fait que les opérateurs délégataires ne soient pas autorisés à délivrer des offres de détails aux usagers finaux.

**Aussi, la FNCCR demande à l'ARCEP de tenir le plus grand compte, dans son appréciation, du positionnement des tarifs de référence et des obligations qui s'imposent aux acteurs, de la différence de statut entre opérateurs de RIP « délégataires » sur le marché de gros, et opérateurs verticalement intégrés.**

La FNCCR considère que **l'encadrement tarifaire proposé par l'ARCEP n'est pas assez flexible** pour s'adapter à la diversité des RIP FttH et qu'en ce sens plusieurs points de cette consultation sont sujets à discussion :

- La durée de la phase de lancement devrait être déterminée par le taux de pénétration seulement et ce dernier devrait être défini par un seuil supérieur à celui proposé par l'ARCEP, par exemple 40%. ;
- Le tarif de location passive repose sur des hypothèses très discutables (taux de pénétration et taux de rémunération de capital). Un tarif de 11,4€/ligne/mois est obtenu en modifiant ces hypothèses, contre 13€/ligne/mois proposé par l'ARCEP ;
- Le tarif de location active a en partie été obtenu à l'aide du modèle de coût de l'accès et de la collecte de l'ARCEP, modèle implémenté pour un réseau de cuivre et non de fibre, et semble également avoir été surévalué. Un tarif de 17€/ligne/mois a été obtenu en adaptant le modèle précité à un réseau de fibre contre 21€/ligne/mois proposé par l'ARCEP.

Les tarifs de gros proposés par l'ARCEP sont très élevés au regard des tarifs de détail pratiqués actuellement sur le marché. Ils ne seraient raisonnables qu'en cas de tarifs beaucoup plus élevés. Or, une augmentation généralisée des tarifs de détail, seul scénario compatible avec les valeurs de l'ARCEP, aurait le risque de réduire significativement la demande des RIP et donc la rentabilité de ces derniers. Devant ce risque il semble préférable d'offrir un surcroît de flexibilité aux RIP.

Les parties suivantes présentent l'analyse détaillée des trois points tarifaires les plus discutables.

### Sur la durée de lancement

Hormis le fait que le schéma tarifaire mis en place par l'ARCEP dans ses lignes directrices ne tient pas compte d'un processus de bascule du cuivre vers la fibre en « zone fibrée » désormais inscrit dans la loi, il prévoit trois phases d'encadrement tarifaire dans les RIP :

1. La phase de lancement qui s'achève « *une fois le taux de pénétration de 20 % atteint sur le réseau ou au bout de 2 ans d'exploitation* » autorisant des remises tarifaires de 10%;
2. La phase de montée en charge dont la durée n'est pas définie mais laquelle cumulée avec celle de la phase de lancement ne doit pas excéder 7 ans. Lors de cette phase, les tarifs sont compris dans un couloir de +/-1€ (activé) et +/-0,5€ (passif) par rapport aux tarifs des zones d'initiative privée ;
3. La phase d'équilibre économique débutant au plus tard 7 ans après le lancement du réseau et lors de laquelle les tarifs sont égaux à ceux en zone d'initiative privée.

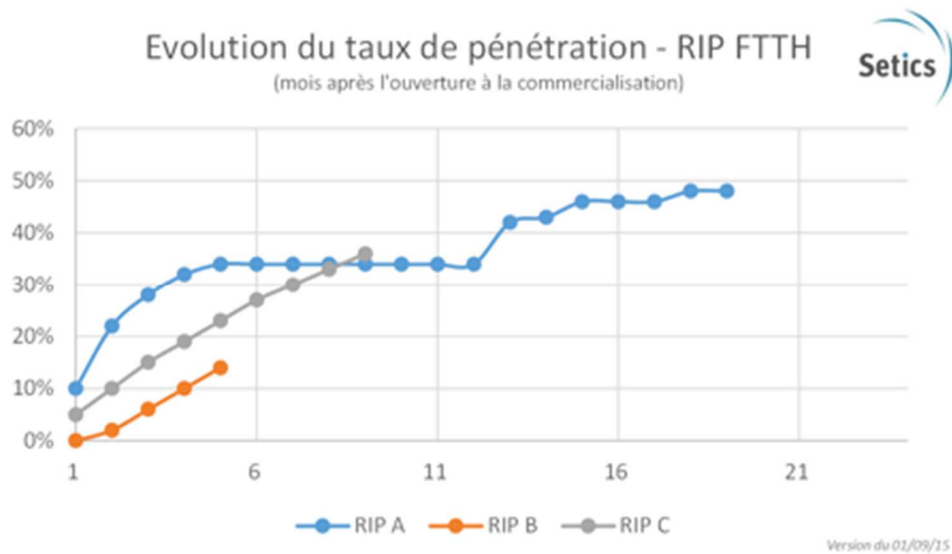
Il apparaît que les conditions définissant la fin de la phase de lancement conduisent à une durée beaucoup trop courte. En effet, dans les RIP FttH actuellement déployés, une grande part des locaux ne sont pas éligibles à l'accès DSL au-delà de 3 Mbit/s. Dès lors, on peut supposer que les lignes FttH déployées pour ces locaux seront très vite souscrites. Ainsi dans un RIP FttH, le taux de pénétration pourrait rapidement atteindre les 25%, en particulier dans les zones de lignes longues DSL.

Par ailleurs, il a déjà été constaté que le taux de pénétration atteignait en moins d'un an, le cap des 25-30%, voire plus, dans les RIP FttH comme le montrent les retours d'expérience du graphe ci-après<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup><http://www.setics.com/fr-fr/blog/2015/10/02/les-francais-et-la-fibre-optique-le-reel-succes-commercial-des-reseaux-dinitiative-publique-ftth/+&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr>

**Figure 1 - Évolution du taux de pénétration - RIP FttH**



Source : SETICS

D'après les lignes directrices de l'ARCEP, les remises de 10% accordées lors de la phase de lancement ont pour vocation de favoriser la commercialisation du FttH : « *au cours d'une première période dite de « lancement », très limitée dans le temps, l'adaptation de la tarification au lancement progressif de la commercialisation apparaît cruciale pour garantir la stabilité des conditions économiques d'exploitation et le maintien à long terme de la convergence des tarifs de gros* ». Or, compte tenu de la spécificité des zones d'initiative publique et de la présence d'un grand nombre de lignes DSL longues, il serait préférable de garder la possibilité d'appliquer des remises pour les lignes DSL plus courtes, probablement plus difficiles à convaincre de migrer à la fibre (comme on le voit dans les zones très denses, où les lignes DSL sont courtes, avec des prix de détail pratiqués très agressifs). Pour ce faire, la valeur du taux de pénétration correspondant à la fin de la période de lancement devrait être plus élevée.

Par ailleurs, la limite de deux ans dans le cas où le taux de pénétration n'aurait pas atteint 20% dans les deux premières années de lancement n'a guère de sens au vu des premiers résultats observés en RIP FttH (un taux de pénétration supérieur à 20% est observé dès six mois de commercialisation dans les 3 cas cités *supra*). Il est difficile de comprendre l'utilité de cette limite temporelle, et la seule condition pour passer de la période de lancement à celle de montée en charge devrait reposer sur le taux de pénétration.

**Il vient de cette première partie que la définition de la période de lancement devrait être redéfinie. En particulier, la contrainte de durée semble inadaptée et le seuil de taux de pénétration devrait être augmenté. Par exemple, en considérant que 25% des abonnés des RIP migreraient très rapidement (du fait de la mauvaise qualité des**

lignes DSL) et que la période de lancement se terminerait lorsque 20% des abonnés restant auraient migré (hypothèse de l'ARCEP), le seuil de taux de pénétration deviendrait  $25\% + 75\% \times 20\% = 40\%$ <sup>2</sup>.

### Surévaluation du tarif de location passive

L'ARCEP définit 4 niveaux tarifaires de référence :

- Le tarif PM-PBO en co-financement s'élevant à 5€/ligne/mois ;
- Le tarif de location passive PM-PBO s'élevant à 13€/ligne/mois ;
- Le tarif de location activée hors raccordement final s'élevant à 19€/ligne/mois niveau NRO et 21€/ligne/mois niveau national ;
- Le tarif de location activée avec raccordement final s'élevant à 24€/ligne/mois niveau NRO et 26€/ligne/mois niveau national.

Le calcul du tarif de location passive a fait l'objet de plusieurs hypothèses tendant à le maximiser. Pour mémoire, l'ARCEP calcule le tarif de location en sommant le tarif de co-financement de 5€/ligne/mois avec le tarif mensualisé du lien PM-PBO s'élevant à 500€/ligne qui s'élèverait à 8€/ligne/mois.

L'ARCEP indique que le tarif de 13€ de location passive a par ailleurs été calculé avec son modèle générique de tarification de l'accès aux réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses. Or certaines hypothèses de ce modèle peuvent être remises en questions :

- L'ARCEP utilise le taux de pénétration observé du DSL alors que, comme il l'a été indiqué précédemment, le taux de pénétration d'un RIP FttH ne présente pas du tout le même profil d'évolution : par exemple dans certains RIP on observe un taux de 25% dans les premiers mois de lancement tandis que le taux observé du DSL s'élève à 23% au bout de 4 ans. Choisir le taux de pénétration du DSL conduit à surélever les prix puisqu'on considère que la demande est plus faible que ce qui est réellement observé. De plus, l'ARCEP indique que le niveau tarifaire de référence correspond à celui de la zone d'initiative privée située en dehors des zones très denses, dans ce cas pourquoi ne pas utiliser le taux de pénétration tel qu'il a été estimé par les opérateurs privés ? Enfin il semble que si c'est le taux de pénétration du DSL qui a été utilisé par l'ARCEP pour calculer les tarifs, en revanche c'est le taux de pénétration estimé par les opérateurs puisque la période de lancement définie par l'ARCEP prend fin « *une fois le taux de pénétration de 20 % atteint sur le réseau ou au bout de 2 ans d'exploitation* » ce qui correspond exactement au

---

<sup>2</sup> Avec une hypothèse de 30% d'abonnés des RIP avec des lignes DSL de mauvaise qualité, le seuil deviendrait 44%.

taux de pénétration estimé par les opérateurs (20% atteint en 2 ans). Il serait donc plus pertinent d'utiliser le taux « estimation fibre des opérateurs » et on obtient alors un tarif de location passive de 11,9€ toute chose étant égale par ailleurs.

- Dans les hypothèses du modèle générique de tarification de l'accès aux réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses, le taux de rémunération de capital s'élève à 9,5%. Cette valeur est surprenante puisque l'ARCEP a proposé que le taux de rémunération de capital pour les activités fixes régulées soit compris entre 8,5 et 8,8% pour les années 2016 et 2017 à travers une consultation publique du 22 septembre au 22 octobre 2015. Vraisemblablement, le tarif devra être recalculé en fonction du taux de rémunération final, qui sera inférieur à 9,5%. À titre indicatif, en utilisant en taux de rémunération de capital de 8,5€ dans le modèle de l'ARCEP, on obtient un tarif de location passif s'élevant à 12,37€, soit 60 cts€ de moins que le tarif actuel.

En utilisant le taux de pénétration estimé par les opérateurs et un taux de rémunération de capital de 8,5% dans le modèle de tarification de l'ARCEP, on obtient un tarif de location passive s'élevant à 11,4€/ligne/mois soit 1,6€/ligne/mois de moins que le tarif proposé par l'ARCEP.

Les hypothèses de modélisation ne sont pas les seuls points discutables concernant le calcul du tarif de location passive. En effet, il semble que le non récurrent de 500€/ligne (à partir duquel est calculé le tarif de location passive) semble recouvrir des coûts d'exploitation qui sont considérés comme des coûts d'investissement. Il s'agit des coûts suivants: « *les coûts de support, les coûts communs et les coûts commerciaux de la structure qui le déploie* ». La FNCCR n'a pas pu estimer l'ajustement de ce coût et ne peut donc conclure sur l'impact sur le tarif de location passive.

**À cet effet, seules les remarques sur les hypothèses de modélisation sont retenues, et le tarif de location passive semble surestimé d'au moins 1,6€/ligne/mois « au moins » car le taux de pénétration retenu pourrait vraisemblablement être encore plus élevé que celui retenu par l'ARCEP.**

### Surévaluation du tarif de location active

Il a été vu précédemment que le tarif de location passive avait été surestimé de 1,6€ au moins, cette surestimation est aussi valide pour les tarifs de location active puisque ces derniers sont obtenus en sommant le tarif de location passive avec les coûts incrémentaux dûs à l'activation. En effet, dans ses lignes directrices, l'ARCEP calcule le tarif de location active hors raccordement final en sommant les éléments suivants :

- Tarif de location passive : 13€
- Coût de raccordement distant : 1€ ;
- Coût d'activation mensuels moyens d'un opérateur d'envergure nationale (équipement, hébergement et prestations connexes) : 5€ ;
- Coût de la collecte pour une livraison nationale : 2€.

Le tarif de location active livrée à un niveau national s'élève alors à 21€ : avec les corrections vues précédemment il devrait s'élever à 19,4€. De plus, les coûts d'activation et de collecte devraient aussi être corrigés.

En effet, les coûts d'activation et de la collecte sont estimés à partir du modèle de coût de l'accès et de la collecte de l'ARCEP<sup>34</sup> : ce modèle calcule les coûts pour un réseau de cuivre et non de fibre. Dans ce modèle le dimensionnement et les coûts des DSLAM ne correspondent pas à ceux des OLT (équipement actif utilisé pour le réseau de fibre). Il est nécessaire d'opérer les modifications nécessaires dans le modèle afin de tenir compte de ces différences et d'obtenir un coût d'activation et de collecte correspondant à un réseau de fibre et non un réseau de cuivre.

Afin d'obtenir une approximation de l'impact obtenu, la FNCCR a recalculé les coûts d'activation et de collecte en remplaçant dans le modèle d'accès et de collecte de l'ARCEP les caractéristiques des DSLAM par celles des OLT à sa connaissance. Ces caractéristiques sont celles de capacités, coûts unitaires et durée de vie. La plupart des réseaux activés actuels s'appuient sur une architecture GPON dont le prix de revient d'activation est peu élevé, de l'ordre de 2 à 2.50 € par mois.

Avec ces changements, on obtient un coût d'environ 2€/ligne/mois pour l'activation et de 1€/ligne/mois pour la collecte. **Le tarif de la location active pour une livraison nationale hors raccordement final s'élève donc à environ 17€/ligne/mois (contre 21€/ligne/mois proposé par l'ARCEP) si on se fonde sur un tarif de location passive de 13€/ligne/mois et de 15,4€/ligne/mois si on se fonde sur un tarif de location passive de 11,4€/ligne/mois.**

## Impact sur le plan d'affaires des RIP lancés avant le 6 août 2015

Dernière alerte soulevée par la question 8 de la consultation.

Le VI de l'article L. 1425-1 du CGCT précise que les lignes directrices adoptées par l'Autorité portent « *sur les conditions tarifaires d'accès aux réseaux ouverts au public à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un utilisateur final* ». La loi

<sup>3</sup> [http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/modele-cp-model-acces-collecte-sept2012.xlsm](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/modele-cp-model-acces-collecte-sept2012.xlsm)

<sup>4</sup> Le coût d'activation mensuel est estimé « à partir des éléments de coûts disponibles notamment dans le cadre du dégroupage ».

précise en outre que « *Les conditions tarifaires en vigueur au jour de la promulgation de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques sont communiquées à l'autorité, à sa demande* ».

Pour l'ARCEP, se pose question des modalités d'adaptation des contrats en cours, notamment les contrats de délégation de service public, concernant les RIP dont les conditions tarifaires d'accès étaient déjà en vigueur avant le 6 août 2015.

**La FNCCR s'interroge sur la mise en difficulté (par effet rétroactif) des RIP, lancés avant le 6 août 2015**, en application du PFTHD ou non, ayant le cas échéant obtenu ou non l'accord définitif FSN, si l'Autorité venait à émettre postérieurement un avis défavorable sur sa grille tarifaire en vigueur, laquelle a nécessairement servi à la simulation financière du projet et dont découlent par conséquent les montants de cofinancements publics, ceux de l'État, mais aussi ceux l'Europe et le cas échéant d'autres collectivités territoriales parties prenantes (Région ou EPCI à fiscalité propre).

Fin du document